

Fiche d'information: Solutions aux changements climatiques et avantages immédiats pour la santé

Le Canada doit en faire davantage

Les engagements actuels des gouvernements, y compris ceux du Canada, sont insuffisants pour limiter le réchauffement planétaire moyen bien en deçà de 2°C, et ne permettent même pas d'atteindre l'objectif de 1,5°C conformément à l'Accord de Paris conclu en 2015. Pour demeurer en deçà de 1,5°C, les émissions de gaz à effet de serre (GES) doivent diminuer d'environ 45 % par rapport aux niveaux de 2010 d'ici 2030 et atteindre la carboneutralité d'ici 2050. Il est impératif d'accélérer le virage vers des sources d'énergie à émissions de carbone nulles afin d'éviter les répercussions catastrophiques sur la santé qui sont associées à un réchauffement de 2°C. Le rapport intitulé *Lancet Countdown on health and climate change* a souligné qu'une transformation est nécessaire dans la façon dont nous effectuons nos activités telles que générer de l'énergie, se déplacer, développer nos collectivités, manger et produire nos aliments. Une tarification solide et prévisible du carbone, l'élimination rapide du charbon, l'accès accru aux énergies renouvelables, la promotion d'un mode de vie sain grâce à des bâtiments écoénergétiques, le transport actif à faible coût et un meilleur accès aux espaces verts sont autant d'orientations stratégiques qui permettront de réduire les effets des changements climatiques sur la santé.

De nombreuses mesures de lutte contre les changements climatiques présentent des bienfaits pour la santé


Les mesures visant à réduire les GES peu-

vent présenter de multiples bienfaits pour la santé en améliorant la qualité de l'air, en favorisant l'activité physique, en améliorant la nutrition, en réduisant l'obésité et en diminuant les maladies chroniques. Parfois, les bienfaits pour la santé peuvent à eux seuls compenser les coûts des mesures prises pour réduire les émissions de GES. Au Canada, les deux principaux secteurs responsables des émissions en 2016 étaient ceux du pétrole et du gaz (26% des émissions totales) et du transport (25% des émissions totales). Le secteur du transport est le principal contributeur pour huit des provinces/territoires, tandis que le secteur du pétrole et du gaz est le contributeur le plus important pour l'Alberta et la Saskatchewan.

Pollution atmosphérique

On estime que l'exposition chronique aux matières particulaires fines (PM_{2,5}) provenant de la combustion de combustibles fossiles, composante principale de la pollution atmosphérique, entraîne 7 142 décès prématurés par année au Canada, avec des coûts connexes liés au bien-être évalués à 53,5 milliards de dollars. À ce sujet : 345 de ces décès sont attribuables aux centrales alimentées au charbon; 105, aux industries liées au charbon; 2 762, aux industries non liées au charbon; 1 063, au transport terrestre; et 1 282, au secteur de l'agriculture.

L'extraction des combustibles fossiles cause aussi une pollution importante. Une grande partie des matières particulaires dans l'air d'Edmonton provient des sables bitumineux, pollution qui peut se déplacer aussi loin qu'en Ontario. Il existe de plus en plus de preuves des effets néfastes du forage de gaz de schiste (fracturation).



Les émissions des puits de gaz peuvent entraîner des concentrations de polluants atmosphériques qui dépassent les recommandations sur l'exposition en matière de risques cancérigènes et non cancérigènes pour la santé. La production, la distribution et l'utilisation du pétrole et du gaz libèrent également du méthane, un polluant à courte durée de vie dont le potentiel de réchauffement est 84 fois supérieur à celui du CO₂.

Inactivité physique

L'activité physique est associée à une meilleure santé cardiaque et mentale, au développement des enfants et au vieillissement sains ainsi qu'à la réduction du risque de décès prématurés, de certains cancers, du diabète, de la démence, de l'ostéoporose et de l'obésité. Au Canada, en 2013, seulement 10% des enfants et des jeunes et 20% des adultes respectaient les Directives canadiennes en matière d'activité physique.

Obésité

Au cours des 50 dernières années est survenu un virage vers des diètes malsaines élevées en calories, composées d'aliments hautement transformés et d'une grande proportion de produits d'origine animale. Cette situation contribue à la hausse du taux d'obésité et des maladies chroniques liées à l'alimentation, ainsi qu'à la dégradation de l'environnement, y compris les changements climatiques. Les Canadiens mangent davantage de viande et moins de fruits et légumes que ce qui est recommandé pour leur santé. Le fait de diminuer la consommation de viande et d'accroître l'apport en aliments d'origine végétale serait bénéfique pour bien des Canadiens. Au Canada, plus d'une personne sur quatre (25%) âgée de 18 ou plus souffrait d'obésité en 2015. L'obésité accroît le risque de décès prématuré et de maladies chroniques telles que les maladies cardiovasculaires, le cancer et le diabète. Les systèmes de transport, l'aménagement urbain, l'utilisation des


terres et les systèmes alimentaires, qui ont une forte incidence sur les émissions de GES, présentent d'importantes répercussions sur le taux d'obésité puisqu'ils touchent le niveau d'activité physique et le régime alimentaire.

Solutions aux changements climatiques bénéfiques pour la santé

Transition vers des énergies renouvelables

Une transition accélérée vers les sources d'énergie à émissions de carbone nulles est essentielle; ces sources comprennent entre autres l'énergie éolienne, solaire, géothermique et microhydraulique. En plus de la tarification du carbone, les gouvernements ont un rôle à jouer dans la création de marchés durables pour les technologies à faibles émissions de carbone, comme l'imposition d'exigences minimales en matière d'électricité produite à partir d'énergies renouvelables.

L'électricité produite à partir du charbon rejette davantage de polluants atmosphériques, de GES et de mercure que toute autre source d'électricité. En 2016, on a estimé que des bienfaits sur la santé de 5 milliards de dollars ainsi que des réductions d'émissions de GES de l'ordre de 31 Mt d'éq. CO₂ pourraient être enregistrés si l'électricité produite par les centrales au charbon au Canada était éliminée d'ici 2030 et remplacée aux deux tiers par des énergies renouvelables. Une étude qui a exploré le concept d'une transition rapide vers 80 % d'énergie éolienne, solaire et hydraulique d'ici 2030 et 100% d'ici 2050 a estimé que d'ici 2050, un tel virage permettrait d'économiser 110



milliards de dollars US sur les coûts annuels en santé, soit près de 4% du PIB, en plus de générer une baisse d'environ 9 900 des décès liés à la pollution atmosphérique au Canada. Le coût de ce virage correspond aux économies liées à la diminution de la pollution et des répercussions climatiques réalisées en 4,1 années seulement.

Réduction de la consommation énergétique dans les bâtiments

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) estime que d'ici 2050, il serait possible de réduire de 60% les émissions de GES issues des bâtiments, par exemple en remplaçant le chauffage au mazout et au gaz, en améliorant la structure externe des bâtiments et en installant des systèmes électriques à haut rendement comme des thermopompes. La qualité de l'air extérieur et des conditions intérieures s'en trouverait améliorée. Cela ferait diminuer les coûts énergétiques pour les ménages, la pauvreté énergétique, les visites médicales et les absences du travail et de l'école pour cause de maladie.

Réduction des émissions liées au transport

Pour réussir à réduire l'incidence du secteur des transports sur les changements climatiques, il est nécessaire d'effectuer une transition vers des véhicules à émissions faibles ou nulles, de réduire la demande de transport motorisé et d'opter pour le transport personnel à pied, à vélo et en transport en commun. Les avantages connexes pour la santé comprennent notamment : diminution de l'exposition à la pollution liée à la circulation, en particulier le long des corridors de transport au trafic intense; augmentation de l'activité physique; diminution du bruit; réduction des blessures liées aux véhicules; équité accrue grâce à une moins grande dépendance aux automobiles. L'accroissement de la densité urbaine et de la diversité de l'utilisation des terres


jumelé à un meilleur accès au transport en commun réduit les émissions de GES et peut faire diminuer le taux de diabète, de maladies cardiovasculaires et de maladies respiratoires grâce à une hausse du niveau d'activité physique et à une diminution de la pollution atmosphérique.

Promotion des espaces verts

L'amélioration des espaces verts urbains aide non seulement les villes à s'adapter aux changements climatiques, mais contribue également à en atténuer les effets. La verdure urbaine et le feuillage des arbres séquestrent et stockent le carbone et, grâce leur effet de refroidissement, réduisent la consommation énergétique. Les espaces verts comme les parcs et les terrains de sport favorisent l'activité physique et la relaxation. Ils peuvent accroître la cohésion sociale, réduire le crime et la violence, et diminuer le bruit et la pollution atmosphérique – autant de facteurs qui font diminuer les maladies cardiovasculaires, la dépression, l'anxiété et le stress. Les espaces verts peuvent également contribuer à réduire les disparités en matière de santé, ce qui apporte plus d'avantages pour les personnes vivant dans des quartiers défavorisés.

Transition vers des aliments d'origine végétale

Des études qui ont analysé des façons de réduire les émissions de GES liées à la production alimentaire ont conclu que les changements alimentaires en faveur de régimes riches en aliments d'origine végétale et la diminution du gaspillage alimentaire auraient la plus grande incidence sur les émissions de GES. Un tel virage favoriserait la santé grâce à des habitudes de



consommation alimentaire conformes aux lignes directrices pour une alimentation saine et à une amélioration de la santé cardiovasculaire. Le fait d'accroître la consommation d'aliments d'origine végétale tout en réduisant la consommation de viande lorsque c'est possible constitue un moyen abordable d'améliorer la nutrition.

La tarification du carbone, un outil essentiel

Le consensus est vaste : il est essentiel de mettre un prix sur le carbone si nous voulons passer à une économie sobre en carbone. Le fait de mettre un prix sur le carbone aide à uniformiser les règles du jeu entre les combustibles fossiles et les énergies de remplacement en intégrant le coût pour la santé et l'environnement dans le coût d'utilisation des sources d'énergie. Bien que des progrès soient constatés partout dans le monde, la plupart des pays, y compris le Canada, présentent un prix du carbone qui est bien plus bas que celui qui est requis pour atteindre l'objectif de l'Accord de Paris.

Subventions pour les combustibles fossiles – un mauvais message

Même si les subventions pour les combustibles fossiles sont en baisse, elles continuent d'être substantielles et plus importantes que celles pour l'énergie renouvelable. De 2013 à 2015, le Canada a versé en moyenne 3,3 milliards de dollars par année au secteur du pétrole et du gaz en diverses formes d'incitatifs ou de subventions relativement à la production, à la mise en valeur, à l'extraction et à l'exploration. Une étude a estimé que pour 2013, sans les subventions, les émissions mondiales de GES auraient

pu être inférieures de 21%, et les décès causés par la pollution atmosphérique liée aux combustibles fossiles auraient pu être inférieurs de 55%. Pour la même période, les recettes gouvernementales et l'aide sociale auraient augmenté à raison de 4% et de 2,2% du PIB mondial, respectivement.

Émissions de GES par personne

La moyenne des émissions de GES par habitant au Canada se chiffrait à 20 t de GES (20 t d'éq. CO₂) en 2016. Le Québec présentait le plus faible taux d'émissions par habitant avec 9,5 t d'éq. CO₂, et la Saskatchewan et l'Alberta présentaient les plus hauts taux, avec respectivement 69,5 et 64,6 t d'éq. CO₂. Le taux élevé d'émissions par habitant de l'Alberta et de la Saskatchewan reflète les émissions de GES liées à l'industrie des combustibles fossiles de ces deux provinces, pour des produits qui sont essentiellement exportés.

Assurer une juste transition

L'élimination graduelle des combustibles fossiles aura des répercussions majeures sur les gens et les familles travaillant dans cette industrie ainsi que sur les collectivités où se situent les installations de cette industrie. En utilisant une partie des revenus tirés de la tarification du carbone et des économies liées à l'élimination des subventions, nous pouvons faciliter la transition pour les travailleurs et promouvoir une économie diversifiée afin d'assurer une juste transition.

Remarque: Les références pour la présente Fiche d'information se trouvent dans le [Module 5 de la Boîte à outils sur les changements climatiques pour les professionnels de la santé.](#)